

N° DP 25/615

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT AU PALAIS DES SPORTS DE TOULON POUR LES BESOINS DU FILM PROMOTIONNEL LV SAINT-TROPEZ**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le projet de convention de mise à disposition, ci-annexé,

**CONSIDERANT** la demande de la société BRACHFELD PARIS de disposer d'un espace de stationnement au parking Est du Palais des Sports de Toulon pour les besoins du film promotionnel dénommé « LV Saint-Tropez » du 16 au 17 mai 2025 inclus,

**CONSIDERANT** que le bureau des tournages de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a pour objectif de faciliter l'organisation de tournages sur son territoire,

**CONSIDERANT** qu'il convient de fixer les modalités de cette mise à disposition et de les approuver,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE METTRE** à disposition de la société BRACHFELD PARIS, des espaces de stationnement définis dans la convention, ci-annexée, du 16 au 17 mai 2025 inclus, au prix de 50 euros (cinquante euros) TTC.

### **ARTICLE 2**

**DE SIGNER** la convention, ci-annexée, définissant les conditions de la mise à disposition.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les recettes seront versées à l'opération n°16121 article n°70323, au Budget Principal 2025 de la Métropole.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

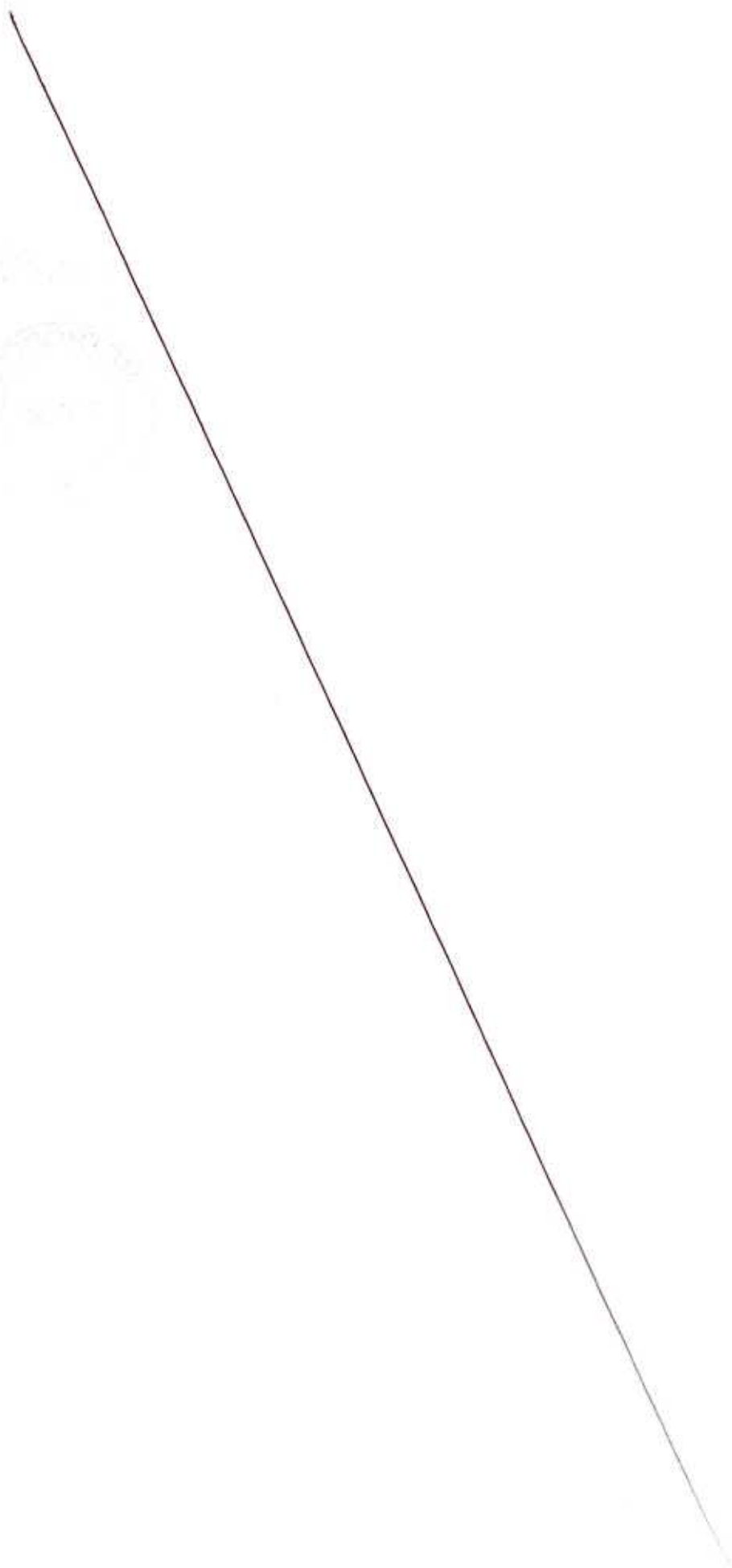
Fait à Toulon, le

**28 MAI 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée







**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'EMPLACEMENTS DE  
STATIONNEMENT AU PALAIS DES SPORTS DE TOULON POUR LES  
BESOINS DU FILM PROMOTIONNEL LV SAINT-TROPEZ**

**Entre**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, sise 107 Bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président en exercice, Jean-Pierre GIRAN, autorisé en application de la Décision n° DP du

***Ci-après dénommée « la Métropole »***

D'une part,

**Et**

La société Brachfeld Paris, ayant son siège social 105 avenue Parmentier 75011 PARIS, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 494 444 086, N° de SIRET : 49444408600032 ; Code APE : 70.21Z, N° TVA Intracommunautaire : FR25494444086, représentée par IMBERT Michel en sa qualité de Régisseur Général, dûment habilité aux fins des présentes,

***Ci-après dénommée « la Production »***

D'autre part.

## **Article 1 - Objet de la convention**

La Métropole met à disposition de la Production dans le cadre du tournage du film promotionnel intitulé provisoirement ou définitivement « LV Saint Tropez » réalisé par Béatriz LAMARCA avoir obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet dans le cadre des conditions fixées par la présente convention :

- Un emplacement de stationnement de 17 m<sup>2</sup> sur le Parking Est du Palais des Sports, accès Avenue Amiral Aube.

Ci-après désignés sous le terme « les lieux ».

## **Article 2 – Durée de la mise à disposition**

Les lieux définis à l'article 1 sont mis à disposition de la production pour le stationnement de :

- 1 véhicule logistique de 22 m<sup>3</sup> du 16 mai 2025 19h00 au 17 mai 2025 18h.

La signature de la convention devra intervenir avant cette période.

## **Article 3 – Conditions financières**

Une somme de 41.67 euros HT (50 euros TTC) sera réclamée en contrepartie de la mise à disposition. Il est précisé que la Métropole a opté pour l'assujettissement de ces redevances et prestations à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A.) conformément à l'article 260.2 et 261 D 2° du Code Général des Impôts.

La redevance se trouvera automatiquement assujettie à la T.V.A. aux taux en vigueur lors de son échéance.

Le paiement sera réclamé par l'envoi d'un avis des sommes à payer, adressé par la Trésorerie de Toulon, libellé et envoyé par voie postale à l'adresse de correspondance du siège.

Brachfeld Paris  
105 avenue Parmentier  
75011 Paris

## **Article 4 - Incessibilité des droits**

La présente convention étant conclue intuitu personae, la production ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit, ni laisser la disposition des lieux à des personnes étrangères à la présente convention.

## **Article 5 - Etat des lieux**

Les lieux sont pris en l'état et rendus en l'état à l'issue du tournage.

S'il était constaté des dommages incombant à l'équipe de tournage dans les lieux mis à disposition, la Production s'engage, sous la responsabilité de sa compagnie d'assurances et après expertise des dommages constatés par l'expert nommé par celle-ci, à faire indemniser la Métropole ou à faire effectuer par les entreprises de son choix les travaux de réparation rendus nécessaires. Tout éventuel dégât ou sinistre résultant de la présence de la Production et de ses équipes devra être constaté lors de l'état des lieux de sortie, aucune réclamation ne pouvant plus être prise en compte par la Production au-delà.

## **Article 6 - Conditions d'occupation**

L'équipe de tournage qui déposera le véhicule sur les lieux sera composée de 1 personne. A compter de 22h30, l'accès au parking se fera via le PC sécurité du Palais des sports. A partir de 06h30, la récupération des véhicules se fera librement.

Il est rappelé que les lieux mis à disposition ne font pas l'objet de gardiennage.

## **Article 7 – Engagements réciproques des parties**

### **7.1 Désignation d'un référent**

Les parties s'engagent respectivement à désigner un responsable en charge du bon déroulement des opérations, interlocuteurs privilégiés durant toute la durée du tournage, aux dates et horaires indiqués à l'article 2 de la présente convention.

- Pour la Production Michel IMBERT en sa qualité de régisseur général : 06 09 68 36 99 - [michelimberty1@gmail.com](mailto:michelimberty1@gmail.com)

- Pour la Métropole :

- Palais des sports :
  - David MANAS, en sa qualité de chef de service du Palais des sports, [dmanas@metropoletpm.fr](mailto:dmanas@metropoletpm.fr) - 04 94 36 47 09 ou Corentin BEUNET: [cbeunet@metropoletpm.fr](mailto:cbeunet@metropoletpm.fr) - 04 94 36 47 03
  - Olivier IRROY, chef de la sécurité du Palais des sports : [oirroy@metropoletpm.fr](mailto:oirroy@metropoletpm.fr)
- Bureau d'accueil des tournages, Jonathan MARTIN, en sa qualité de chargée de développement : [jmartin@metropoletpm.fr](mailto:jmartin@metropoletpm.fr) - 06 10 58 30 48

### **7.2 Engagement de la Métropole**

La Métropole s'engage à tout mettre en œuvre pour faciliter l'utilisation des lieux sous réserve des conditions impératives de conservation des lieux.

### **7.3 Engagement de la Production**

La Production s'engage :

- A communiquer dès que possible les plaques minéralogiques des véhicules qui seront stationnés sur les lieux.

## **Article 8 –Annulation – Report**

Si, pour quelques raisons que ce soit, le tournage ne pouvait être en tout ou partie, effectué aux dates prévues de l'article 2, la Production devra solliciter la Métropole par écrit pour convenir d'une nouvelle date au moins 8 jours avant la date proposée. Un accord écrit sera transmis à la Production.

## **Article 9 – Responsabilité - Assurances**

### **Article 9.1 Responsabilités**

La Production demeure entièrement et exclusivement responsable, pénalement et civilement, des dommages qui pourraient être causés pendant la durée de son occupation, de son fait personnel, ainsi qu'à l'égard des biens meubles et immeubles, équipements et matériels.

Le seul cas d'exonération de la Production est la force majeure.

Elle sera également responsable de tous désordres qui pourraient survenir de la part des personnes, sous sa responsabilité, fréquentant les lieux, et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole en matière de manquement aux règles de sécurité.



La Production est responsable à l'égard des tiers de l'ensemble des dommages résultant de son occupation, y compris ceux relevant de la responsabilité du propriétaire.

La Production devra faire son affaire personnelle des divers préjudices qui lui seraient causés, et généralement dans tous autres cas fortuits ou de force majeure, la responsabilité de la Métropole ne pouvant en aucun cas être recherchée.

La Métropole ne garantit pas la Production, et par conséquent décline toute responsabilité dans les cas suivants :

- En cas de vol, cambriolage ou autres actes délictueux, et généralement de tous troubles apportés par des tiers ou voies de fait ;
- En cas d'accident pouvant survenir dans les lieux mis à disposition ;
- Dans le cas où le terrain serait inondé ou envahi par les eaux pluviales ou autres fuites.

## **Article 9.2 Assurances**

La Production devra être titulaire d'un contrat d'assurance couvrant l'intégralité des conséquences pécuniaires de sa responsabilité susceptible d'être engagée du fait de ses activités ou de son occupation, notamment dans les cas où sa responsabilité serait recherchée :

- A la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers ou aux personnes se trouvant sur les lieux ;
- A la suite de tous dommages, y compris acte de vandalisme, causés aux biens confiés.

A cet effet, la Production devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

Elle est tenue d'assurer elle-même directement tout agencement de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les lieux mis à sa disposition.

S'il était constaté des dommages incombant à La Production dans les lieux mis à disposition, la Production s'engage, sous la responsabilité de sa compagnie d'assurances et après expertise des dommages constatés par l'expert nommé par celle-ci, à faire indemniser la Métropole ou à faire effectuer par les entreprises de son choix les travaux de réparation rendus nécessaires.

La Production ne pourra en aucune circonstance invoquer le manquement ou la défaillance de la compagnie d'assurances pour justifier de la carence de celle-ci vis-à-vis de la Métropole et/ou des tiers.

Ainsi, tout dommages qui ne serait pas pris en charge par l'assureur de la Production, soit que le risque n'est pas garanti, soit que le montant de la garantie est insuffisant, demeurera à la charge exclusive de la Production.

Enfin, les compagnies d'assurances renoncent à tout recours contre la Métropole.

Le bénéficiaire répondra des dégradations et pertes qui pourraient survenir pendant la durée de son occupation à moins qu'il ne prouve qu'elles aient lieu par cas de force majeure, par la faute du propriétaire, ou de tiers responsables des dommages imputables.

Il sera tenu pour responsable de tous désordres qui pourraient survenir de la part des personnes, sous sa responsabilité, fréquentant les lieux, et ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole en matière de manquement aux règles de sécurité.



La production devra faire son affaire personnelle des divers préjudices qui lui seraient causés dans les cas ci-dessus énoncés, et généralement dans tous autres cas fortuits ou de force majeure, sauf son recours contre qui de droit, la responsabilité de TPM du terrain ne pouvant en aucun cas être recherchée.

La production devra être titulaire d'un contrat d'assurance couvrant tous les risques précités.

#### **Article 10 – Résiliation – retrait de l'autorisation**

La production peut renoncer au bénéfice de l'autorisation par lettre recommandée avec accusé de réception. Suite à sa résiliation, la production ne pourra prétendre à aucune indemnité.

#### **Article 11 - Dispositions diverses**

##### **11.1. Litiges**

A défaut de règlement amiable intervenu dans les soixante jours à compter de la notification du litige par l'une ou l'autre des parties par courrier simple, le tribunal administratif de Toulon sera saisi.

##### **11.2. Réglementation applicable**

La production est soumise aux droits et obligations résultant du droit de la domanialité publique.

Le présent acte est établi en deux exemplaires dont un original remis à la production.

Toutes les stipulations du présent acte ont été convenues et arrêtées par les parties contractantes qui affirment en avoir eu la lecture.

Fait à Toulon, le

**Pour Brachfeld Paris**

**Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée**

**Jean-Pierre GIRAN  
Le Président**

